

FÉDÉRATION DE RUSSIE

Priorités fondées sur des indicateurs

Réduire les obstacles aux échanges et à l'investissement direct étranger (2011)

Recommandations : Mettre fin aux mesures commerciales discriminatoires adoptées pendant la crise. Réduire le niveau et la dispersion des droits de douane. Réduire le nombre de secteurs stratégiques dans lesquels les acquisitions étrangères sont soumises à l'autorisation préalable des autorités.

Mesures prises : En mars 2011, la réduction de la liste des activités d'importance stratégique menées par des banques privées a supprimé l'obligation d'autorisation préalable des autorités pour les acquisitions étrangères dans ce secteur. Les droits de douane sur certains produits agricoles ont été réduits en réaction à la flambée des prix alimentaires provoquée par la sécheresse de l'été 2010.

Réduire le contrôle de l'État sur l'activité économique (2011)

Recommandations : Réduire le nombre d'entreprises stratégiques. Utiliser plus souvent les solutions réglementaires que l'intervention directe.

Mesures prises : Aucune.

Améliorer l'efficacité de la politique d'innovation (2011)

Recommandations : Poursuivre les réformes dans le secteur scientifique d'État. Suivre et vérifier périodiquement les résultats des projets spéciaux. Soutenir l'activité d'innovation du secteur privé par des incitations budgétaires universelles et des mesures législatives, en évitant le risque de sélection.

Mesures prises : La nouvelle stratégie des pouvoirs publics en faveur de l'innovation, baptisée « Innovation Russie 2020 », souligne l'importance des activités d'innovation du secteur privé. La construction de la « cité de l'innovation » de Skolkovo peut favoriser cette stratégie, mais le régime spécial dont elle bénéficie sur le plan fiscal et réglementaire va à l'encontre des principes d'universalité des règles et des incitations.

Autres priorités

Améliorer la qualité de l'administration publique (2011)

Recommandations : Poursuivre les efforts déployés pour simplifier la réglementation et les procédures et réduire l'ingérence de l'administration dans les activités du secteur privé. Limiter le risque de corruption en réduisant le plus possible la marge de décision laissée aux fonctionnaires.

Mesures prises : Aux termes d'un acte législatif d'avril 2011, tous les projets de loi doivent faire l'objet d'une analyse d'impact de la réglementation afin de déceler les dispositions qui érigent des obstacles injustifiés à l'investissement.

Réformer le système de santé (2011)

Recommandations : Augmenter encore les ressources publiques consacrées au système de santé et améliorer l'efficacité de celui-ci. Axer les efforts de prévention sur le changement des modes de vie. Encourager le recours aux soins primaires plutôt qu'aux soins hospitaliers. Inciter davantage les prestataires à offrir des services de soins de qualité.

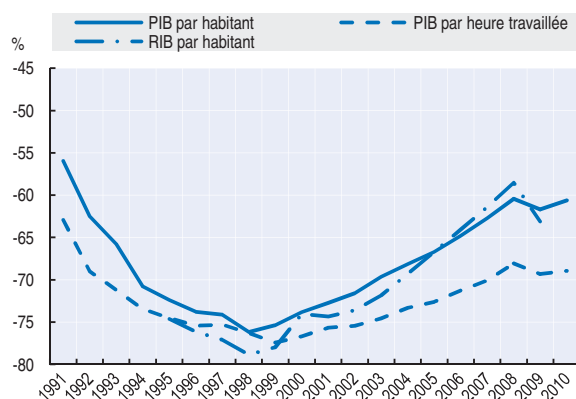
Mesures prises : Depuis le 1^{er} janvier 2011, les citoyens peuvent choisir un médecin généraliste et une compagnie d'assurance à l'intérieur du régime d'assurance santé obligatoire.

FÉDÉRATION DE RUSSIE

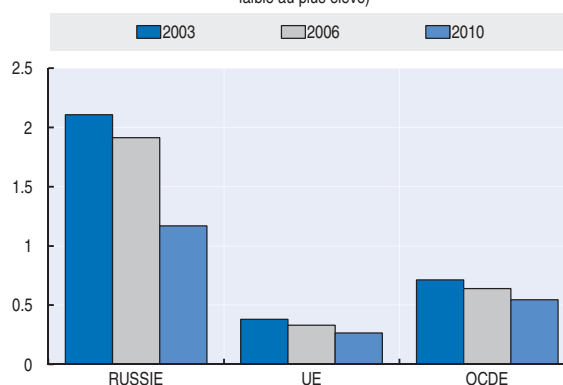
- La réduction rapide de l'écart de revenu par habitant par rapport à la moitié supérieure des pays de l'OCDE s'est interrompue en 2009, la Russie ayant été assez durement touchée par la crise mondiale. La convergence des revenus a repris, mais l'écart par rapport aux pays de l'OCDE les plus performants reste important, et est principalement imputable à l'insuffisance de la productivité.
- Des progrès ont été faits dans la plupart des domaines prioritaires, comme l'assouplissement des restrictions à l'IDE et l'amélioration des politiques d'innovation et de santé. En revanche, les autorités n'ont guère agi pour abaisser les obstacles aux échanges ou réduire le contrôle de l'État sur l'activité économique.
- En dehors des domaines prioritaires, la décision de ne plus nommer de fonctionnaires au sein du conseil d'administration de plusieurs entreprises d'État contribue à améliorer leur gouvernement d'entreprise.

Indicateurs de performance et de politique

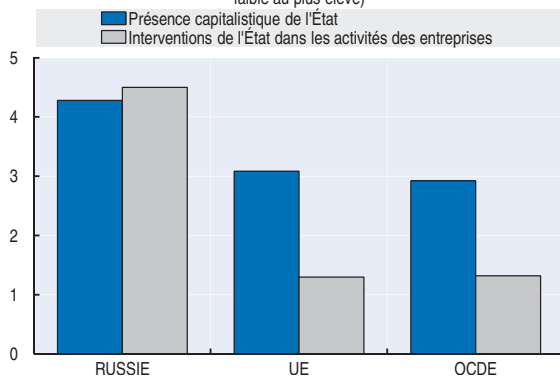
A. Les écarts de PIB par habitant et de productivité se sont réduits mais restent assez importants
Écart par rapport à la moitié supérieure des pays de l'OCDE¹



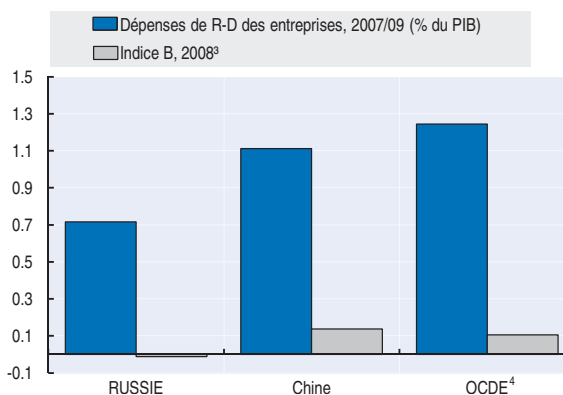
B. Les obstacles aux prises de participations étrangères ont été réduits, mais ils restent importants²
Indice variant sur une échelle de 0 à 6 (du degré de restriction le plus faible au plus élevé)



C. Le contrôle exercé par l'État sur l'activité économique reste substantiel, 2008
Indice variant sur une échelle de 0 à 6 (du degré de restriction le plus faible au plus élevé)



D. Les aides publiques à la R-D privée restent faibles



1. Écart en pourcentage par rapport à la moyenne simple des 17 pays de tête de l'OCDE en termes de produit intérieur brut (PIB) par habitant, de PIB par heure travaillée et de revenu intérieur brut (RIB) par habitant (sur la base des PPA constantes de 2005).
2. L'indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE de l'OCDE repose uniquement sur les dispositions juridiques limitant l'investissement direct étranger, et ne tient pas compte de la façon dont elles sont appliquées.
3. L'indicateur utilisé (indice B) mesure la générosité des incitations fiscales à investir dans la recherche-développement (R-D) à partir du montant du résultat avant impôts nécessaire pour couvrir le coût initial d'une dépense de R-D de un dollar et acquitter l'impôt sur les sociétés sur un bénéfice de un dollar. Une valeur de zéro signifierait que l'allègement fiscal consenti au titre de la R-D suffit juste à compenser l'effet de l'impôt sur les sociétés. Moyenne calculée pour les petites et moyennes entreprises (PME) et les grandes entreprises.
4. Hormis l'Estonie et la Slovaquie pour l'indice B.

Source : Graphique A : Banque mondiale (2011), *Base de données des Indicateurs du développement dans le monde*, et BIT (2011), *Base de données des Indicateurs clés du marché du travail* ; graphique B : www.oecd.org/investment/index ; graphique C : OCDE, *Base de données sur la réglementation des marchés de produits* ; graphique D : OCDE, *Base de données des Principaux indicateurs de la science et de la technologie*.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932565680>